

La PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toutes les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. La PNM se prononce pour une paix juste au Proche-Orient, basée sur le droit de l'État d'Israël à la sécurité et celui du peuple palestinien à un État.

ISSN: 0757-2395

PNM n° 373 - Février 2020 - 38^e année

MENSUEL ÉDITÉ PAR L'U.J.R.E.

Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

Le N° 6,00 €

ALLIANCE MONDIALE DU CAPITAL FINANCIER OU DES PEUPLES ?

par JACQUES LEWKOWICZ

Au moment où ces lignes sont écrites, le *Forum économique mondial* réunit à Davos (Suisse) tout ce que le monde connaît de forces économiques et politiques à la tête du capital financier et des États qui en sont complices. Certes, ces dirigeants ont voulu améliorer l'image de marque de leur rassemblement, ce qui explique qu'ils aient invité Greta Thunberg, la jeune Suédoise qui milite en faveur de l'avenir de la planète, et que l'on bavarde gravement sur l'écart entre deux capitalismes : celui des actionnaires et celui des « parties prenantes » (entendez toutes les parties concernées par le fonctionnement économique), sans qu'aucune disposition pratique ne soit envisagée pour échapper aux volontés desdits actionnaires.

En fait, ces dirigeants sont tous engagés dans des politiques souvent qualifiées de « néolibérales », vocable qu'il faut expliciter. Mais, avant même d'analyser ces orientations, il faut bien constater que dans nombre de pays, elles sont l'objet de contestations qui se traduisent par des luttes acharnées. ■■■

En fait, ces dirigeants sont tous engagés dans des politiques souvent qualifiées de « néolibérales », vocable qu'il faut expliciter. Mais, avant même d'analyser ces orientations, il faut bien constater que dans nombre de pays, elles sont l'objet de contestations qui se traduisent par des luttes acharnées. ■■■



Amiens - 24 janvier 2020 - Manifestation pour la Retraite

Suite en page 4

THÉÂTRE *Il y a cent ans*

CHAGALL DÉCORAIT LE THÉÂTRE JUIF D'ÉTAT DE MOSCOU

par BERNARD FREDERICK

Il y a cette année cent ans qu'était fondé le Московский Государственный Еврейский Театр – Théâtre juif d'État de Moscou (GOSET), en yiddish מוסקווער מלוויש מאַסקווער. Et cent ans, également, que Chagall offrait à ce théâtre en même temps que les costumes de scène la décoration des lieux.

D'abord situé dans la maison d'un marchand juif ayant fui la Révolution – mais l'auditorium ne comptant que 90 places – il s'installa, en 1922, rue Malaïa-Bronnaïa dans une salle qui pouvait accueillir 500 personnes et où les toiles de Chagall prirent place, dans le foyer. ■■■



Musique, Théâtre, Danse, Littérature, Marc Chagall, 1920, tempera et kaolin sur toile © Moscou. Galerie d'État Tretyakov © Chagall ® SIAE 2018

Suite en page 8

Editorial

LA FRANCE DOIT COMBATTRE LE PLAN NETANYAHOU-TRUMP

par DOMINIQUE VIDAL

Si le plan présenté le 28 janvier par Benjamin Netanyahu et Donald Trump est mis en œuvre, il marquera un tournant du conflit israélo-palestinien. Il liquide en effet la solution que la communauté internationale prône depuis des décennies, celle des deux États.

En effet, il prévoit l'annexion, outre Jérusalem-Est, de la Vallée du Jourdain et des colonies de Cisjordanie, y compris les « avant-postes ». Il envisage même de transférer administrativement les 300 000 Arabes israéliens du « Triangle »*.

Aux Palestiniens, le plan promet un « mini-État » sur moins de la moitié de la Cisjordanie et la bande de Gaza, avec une « capitale » dans la banlieue de Jérusalem-Est – mais il n'exercerait aucune souveraineté sur les Lieux saints musulmans et chrétiens. Et il ne verrait le jour que dans quatre ans, à condition que les intéressés renoncent au droit au retour des réfugiés et s'engagent à désarmer le Hamas. Pour Haaretz, tout cela « ne conduira pas à un État palestinien, mais à la prise de contrôle totale de l'ensemble de la Cisjordanie par Israël ».

Le plan viole toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, de la fameuse 242 (1967) à la non moins fameuse 2334 (2016). C'est pourquoi la réaction du Quai d'Orsay a choqué. « La France salue les efforts du président Trump (...). Elle exprime sa conviction que la solution des deux États, en conformité avec le droit international (...) est nécessaire à l'établissement d'une paix juste et durable au Proche-Orient. » Comment saluer les « efforts » du président Trump et réaffirmer la « solution » des deux États alors que les premiers cherchent à détruire la seconde ?

Voilà qui dissimule mal un double alignement : sur Tel-Aviv et sur Washington. Autrement dit, Emmanuel Macron et Jean-Yves Le Drian rompent avec la politique indépendante initiée par de Gaulle et suivie par Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand et Chirac...

Il est temps que notre diplomatie retrouve son honneur. Le plan Netanyahu-Trump piétine le droit international : la France doit le combattre. Pour préserver les chances de paix au Proche-Orient. Mais aussi pour sauver ce qui reste de l'ONU afin de ne pas laisser le monde aux docteurs Folamour. ■

* NDLR Le « Triangle » est une région d'Israël proche de la Ligne verte, située au Sud-Est de Haïfa, et composée presque exclusivement de Palestiniens.

DISPARITION - THÉO KLEIN, UN GRAND HUMANISTE ET UN HOMME DE PAIX

La mort le 28 janvier de **Théo Klein** nous attriste. Né le 25 juin 1920 dans le Xe arrondissement de Paris, avocat, ancien Résistant, président du *Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif)* de 1983 à 1989, Théo Klein, instruit par la *Thora*, était un humaniste, un républicain et un homme de paix. « *Parier sur l'intelligence et le sens de la responsabilité des hommes est la seule voie possible* », écrivait-il. C'est sur l'intelligence qu'il pariait lui-même quand il s'adressait en mars 2012 à Richard Prasquier, alors président du *Crif* : « *Je suis plus qu'étonné, plus qu'effaré, véritablement indigné de l'utilisation que vous faites de la Newsletter du Crif pour y poursuivre de votre vindicte Charles Enderlin* ». Ce journaliste de France-Télévisions avait dénoncé le sort tragique de Mohammed al-Durah, enfant palestinien de 12 ans, tué par balles lors d'échanges de tirs entre les forces de sécurité palestiniennes et l'armée israélienne, au début de la seconde *Intifada*, alors que son père tentait de le protéger. Dans les années 80, avec Jacques Chirac et Jack Lang, Théo Klein a été l'un des principaux acteurs de la création du *Musée d'art et d'histoire du judaïsme (Mahj)* à Paris. Il en sera vice-président de 1988 à 2001, puis président de 2001 à 2011. Il a lui-même enrichi la collection du musée par des dons très importants comme le portrait de Theodor Herzl par Boris Schatz ou les planches de Jules



Grandjouan illustrant les pogroms de Kichinev de 1903 et 1905. Théo Klein avait la double nationalité française et israélienne. Il n'en manifestait pas moins son désaccord avec la politique de Tel-Aviv vis-à-vis des Palestiniens. En juin 2002, lors d'un entretien avec Pascal Boniface paru dans *Revue internationale et stratégique* (n° 47), il déclarait par exemple : « *Il existe en effet un pays qui porte le nom de Palestine. Dans le monde entier, l'idée selon laquelle la Palestine existe est un fait, alors qu'il y a un an et demi personne n'aurait évoqué dans la presse un séjour en "Palestine" ; on aurait plutôt parlé des territoires occupés, de la Judée ou encore de la Samarie. On parle aujourd'hui de Palestine, alors qu'elle n'a pas encore d'existence juridique. Il s'agit d'un fait absolument nouveau que les communautés juives, même si elles en ont parfaitement conscience, se refuseront d'intégrer tant qu'un gouvernement israélien ne reconnaîtra pas cette réalité* ». À propos du sionisme, il avait cette formule : « *on peut être antimarxiste, on peut être antisioniste* ». Et précisait-il : « *Je ne considère pas comme antisémite une personne qui ne partage pas mes points de vue, à condition qu'elle exprime son opposition convenablement. Le débat d'idées est un débat ouvert.*

En octobre 2007, Lucien Steinberg, alors président de l'*UJRE* et directeur de la *PNM* saluait la parution du

livre de Théo Klein, *Une manière d'être juif* : « *Le moins que l'on puisse dire est que le livre est passionnant et surprenant (...) scout israélien militant, il a été amené à créer un réseau de résistance juive, étoffé et efficace. Théo Klein ne réclame pas d'exclusivité. Il cite le rôle de l'UJRE dans cette bataille. D'autres préfèrent l'ignorer, pas Théo Klein ! (...) Théo Klein est devenu à une époque de sa vie citoyen israélien. Quel dommage pour Israël qu'il n'en ait pas dirigé la diplomatie* ». ■ **PNM**

MÉMOIRE

La cérémonie d'inauguration de la **Plaque mémorielle** apposée sur notre immeuble, au **14 rue de Paradis**, initialement prévue le 25 février, a dû être reportée du fait des grèves de transport. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs et **vous confirmerons la date définitive de sa tenue dans la PNM de mars**.

Nous remercions tout particulièrement **Catherine Vieu-Charrier**, adjointe à la Maire de Paris, chargée des questions relatives à la mémoire, au monde combattant et des fonctions de Correspondant Défense, pour son activité inlassable en faveur de l'existence et de la pose de cette plaque afin faire connaître le combat des résistants juifs communistes. Nous y reviendrons lors de la cérémonie. ■

Jacques Lewkowicz, *Président de l'UJRE*



LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif fondé en 1934

Éditions :

1934-1993 : quotidienne en yiddish, *Naïe Presse* (clandestine de 1940 à 1944)

1965-1982 : hebdomadaire en français, **PNH** depuis 1982 : mensuelle en français, **PNM** éditées par l'*U.J.R.E*

N° de commission paritaire 061 9 G 89897

Directeur de la publication
Jacques LEWKOWICZ

Rédacteur en chef
Bernard Frederick

Conseil de rédaction

Claudie Bassi-Lederman, Jacques Dimet,
Jeannette Galili-Lafon, Patrick Kamenka,
Nicole Mokobodzki, Roland Wlos

Administration - Abonnements
Secrétaire de rédaction
Tauba Alman

Rédaction - Administration
14, rue de Paradis
75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 1 6

Fax : 01 45 23 00 96

Courriel : lujre@orange.fr

Site : <http://ujre.monsite-orange.fr>
(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement

France et Union Européenne :

6 mois 30 euros

1 an 60 euros

Étranger (hors U.E.) 70 euros

IMPRIMERIE DE CHABROL

5 Rue Guy Môquet ARGENTEUIL

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal
"pas comme les autres"
magazine progressiste juif.
Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse postale, date de naissance, mël et téléphone

PARRAINAGE
(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

Aidez-nous à les identifier

Ces anciens collaborateurs travaillaient au "14". Voici leurs photos. Les reconnaissez-vous ?



Dans les années 80, ils travaillaient encore pour la *Naïe Presse* en yiddish ou la *Presse Nouvelle* en français, à la rédaction, à l'administration ou à l'imprimerie. Mais comment s'appelaient-ils ? Nous voudrions mettre des noms sur ces visages.

Si vous les reconnaissez, écrivez-nous : UJRE/PNM 14 rue de Paradis Paris 10° ou à lujre@orange.fr

LA SOUSCRIPTION 2020 CONTINUE.

Nos lecteurs le savent, la *PNM* n'est financée que par ses abonnés et l'*UJRE* que par ses adhérents. Aussi avons-nous souvent fait appel à leur générosité. Toujours avec succès. Dans le dernier numéro, nous avons lancé un nouvel appel à souscription. Nous publions ici, sans plus attendre, les noms des premiers donateurs qui ont réagi avec autant de générosité que de rapidité. Grâce à leur fidélité, à l'amitié qu'ils nous témoignent, notre lutte continue. Notre appel à souscription aussi. D'avance, merci. ■ **Jacques Lewkowicz**,
Président de l'UJRE

ALMAN Tauba-Raymonde, APTEKIER Hélène, BANGOURA Nelly, DEUMIER Estera, BARON Daniel, BIRBRAER Jacques, COSSE Paul, DUFAU Georges, DUGOWSON Betty, EBENSTEIN Bernard, EDWARDS Nadège, FITERMAN Charles, FENIGCHTUN Françoise, GASTON-DREYFUS Gilles, GETZLER Pierre, KORENFELD Michel, KORBER Pierre, LAVIGNON Monique, LESCOU Maurice, LEWKOWICZ Jacques, LEVY Fanny, MASLYCZYK Annette, MOKOBODZKI Nicole, OPPENCHAIM Serge, ROSENBERG Sarah, SZLIFKE Jérôme, RIFKISS Serge, ROZENBERG André, SARCEY Paula, SARCEY Claude, SARCEY Michelle, STAINBER Albert, STEINBERG Max, WIEDERSPSIEL Albert.

À vos agendas

• **5 février** : Le DVD du film *Cité de la muette** réalisé par Jean Patrick Lebel et consacré au camp de Drancy sera présenté à l'auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris. Parmi les témoignages, celui de notre amie Paulette Sarcey. ■

* à l'occasion de la sortie du DVD (à commander à www.cinearchives.org/Edition-DVD-Cite-de-la-muette-827-7-0-0.html 19 €), **RFI** a réalisé une émission intitulée : *Paulette Sarcey, juive communiste et résistante à Auschwitz*, ré-écoutable sur Internet : www.rfi.fr/fr/emission/20200126-paulette-sarcey-juive-communiste-resistante-auschwitz

• **8 février** : Cette année, comme chaque année, répondant à l'appel du *Comité Vérité et Justice pour Charonne (CVJC)** dont elle est membre, l'*UJRE* sera présente à **11h30** au métro Charonne et à **13h** au Père-Lachaise pour rendre hommage aux 9 manifestants, dont notre amie Fanny Dewerpe, membre de l'*UJRE*, massacrés par la police le 8 février 1962. Ils protestaient contre les crimes de l'OAS et demandaient la paix en Algérie ! ■

* Lisez et faites lire le livre publié par le *CVJC*, *Un crime d'État, Métro Charonne, 8 février 1962*, Éd. Le Temps des Cerises, Montreuil, 2017, 200 p., 15 €, dont il est rendu compte dans la *PNM* n° 343 (02/2017) "Il y a 55 ans, on tuait au métro Charonne".



L'UJRE recommande et projette ce documentaire sur
« les juifs de France critiques envers la politique d'Israël »

"PAS EN MON NOM" AU "14" ... ET PRÈS DE CHEZ VOUS

L'*UJRE* a le plaisir de vous inviter à voir et débattre de ce film :
• **Samedi 8 février à 15h**, avec le réalisateur et Rony Brauman au 14 rue de Paradis, Paris 10°. Vous pourrez aussi le voir les :
• **06/02 à 20h30** à St-Ouen-l'aumône (95) au Cinéma Utopia • **07/02 à 20h** au Cinéleon (MJC 4 rue Mercoeur Paris 11°) • **09/02 à 18h30** au Ciné club Psy (projection privée) chez Liliane, 133, Boulevard St Michel Paris 5° • **13/02 à 18h** au Centre Elias Bd Grisolle à Barjols (83) • **16/02 à 17h30** Salle de l'Union 5 bd. Jean Jaurès à Céret (66) ■

* **Bande annonce** : vimeo.com/317131657. Le DVD de **Daniel Kupferstein** est en vente à l'issue de chaque projection (*CoopAddoc* 2019, 20 €).



L'APRÈS-NETANYAHOU

par **DOMINIQUE VIDAL***

Jamais Israël n'avait connu une crise politique aussi grave, avec trois élections législatives en moins d'un an. La raison en est connue : la détermination de Benyamin Netanyahu d'obtenir à la *Knesset* une majorité suffisante pour rester Premier ministre, mais aussi pour y faire voter une loi d'impunité lui évitant de finir au tribunal pour corruption, fraude et abus de confiance.

Le 9 avril comme le 17 septembre, l'arroseur a fini arrosé. Sa manœuvre a fait boomerang : les électeurs ont largement manifesté leur volonté de le « dégager ». Assez nombreux pour bloquer le chef du *Likoud*, ils ne l'étaient cependant pas pour ouvrir une alternative. D'où l'impasse : ni la droite pro-« Bibi », ni le centre-gauche (même avec l'appui de la *Liste arabe unie*), ni Avigdor Liberman, le « faiseur de rois », n'ont réussi à former un gouvernement.

Le scrutin du 2 mars permettra-t-il de sortir de cette impasse ?

Par rapport aux élections précédentes, un double changement est intervenu : le procureur Avichai Mandelblit a finalement inculpé Netanyahu, et la *Knesset* a refusé de lui épargner l'épreuve d'un procès. De surcroît, une majorité relative d'électeurs voit clair dans les combines du Premier ministre : elle lui fait porter la responsabilité de l'imbroglio [1]. Cette mise en cause n'a rien de théorique : les Israéliens savent que cette interminable crise a des conséquences sérieuses sur une économie paralysée, à commencer par une augmentation du déficit budgétaire (8,7 milliards \$, soit 4,2 %). Qui paiera l'addition, sociale et politique ? Pourtant rien n'est fait : Benyamin Netanyahu a survécu jusqu'ici à toutes les tempêtes durant les treize années pendant lesquelles il a dirigé le gouvernement, battant ainsi le record de David Ben Gourion.

Un naufrage définitif du « boss » serait possible à deux conditions : que le parti *Kahol Lavan* (Blanc Bleu) de Benny Gantz, Yaïr Lapid et Moshe Yaalon arrive en tête et qu'avec ses alliés il obtienne au moins 61 sièges – la première condition était remplie en avril et septembre, mais pas la seconde. Au moment où ces lignes sont écrites, les sondages ne pronostiquent pas de changement. D'autant que le chef du *Likoud* semble prêt à tout pour éviter le pire. Il compte exploiter le plan qu'il a présenté avec Donald Trump le 28 janvier (voir l'éditorial à la Une). Il a même tenté en janvier – en vain – d'imposer à la droite religieuse



Ayman Odeh, Bernie Sanders et Maisam Jaljuli, féministe militante du *Hadash*, lors de la conférence de la *J Street* [la *yiddishe gass* ou rue juive] tenue à Washington le 29 octobre 2019

et sioniste (*Yamina*, À droite) une alliance avec les néo-kahanistes d'*Otzma Yehudit* (Force juive), afin de récupérer quelques dizaines de milliers de voix [2] ...

C'est dire que le « dégager » reste l'impératif numéro un, pour l'opposition comme pour une partie de ses alliés, à commencer par Avigdor Liberman. Car le leader historique de la droite dispose d'une expérience, d'une puissance et de réseaux qui le rendent plus dangereux que quiconque pour la paix dans la région comme pour la démocratie et la justice sociale en Israël même.

Pour autant, comment négliger la politique que son éventuel successeur serait susceptible de mener ? Au-delà du « dégagisme », la principale caractéristique des deux dernières campagnes électorales ne fut-elle pas l'absence de toute alternative à la radicalisation de la droite et de l'extrême droite ?

Ni la gauche sioniste, qui a abandonné jusqu'à la perspective des deux États, ni le leader *Bleu Blanc*, qui accusait surtout Netanyahu de lui « voler son programme » et qui appuie le plan Trump, ni même Avigdor Liberman ne proposait aux électeurs de rompre avec la fuite en avant du *Likoud* et de ses alliés. Pis : Benny Gantz n'excluait pas de gouverner avec un *Likoud* libéré de l'emprise de Netanyahu – et rien n'indique qu'il y ait renoncé.

Une nuance s'impose s'agissant du chef d'*Israel Beteinou* (Israël notre maison). Car, s'il reste un extrémiste irresponsable à propos du conflit avec les Palestiniens, dont il prône l'expulsion administrative d'Israël [3], il s'est mué en héraut de la laïcité. Or le succès électoral des partis ultra-orthodoxes en avril et en septembre [4] a été

de pair avec une nette augmentation du rejet dont ils pâtissent dans l'opinion. En témoigne le onzième « *Index sur l'État et la religion en Israël* » publié par *Hiddush* fin septembre 2019 [5] : 63 % des sondés exigent que les partis religieux ne soient plus membres des coalitions gouvernementales ; 69 % réclament l'ouverture de transports et de magasins le samedi et se prononcent pour la création d'un mariage civil ; 64 % veulent un statut égal pour les trois grands courants du judaïsme (orthodoxe, conservateur et réformé) ; et 57 % prônent la séparation de l'État et de la religion. C'est sur cette affirmation croissante de la laïcité que Liberman surfe avec succès.

Ayman Odeh, qui dirige à la fois le *Parti communiste*, seule formation judéo-arabe, et la *Liste arabe unie*, est sans doute le seul homme politique conscient de la nécessité de mener de front le combat pour « dégager » Netanyahu ET pour construire une alternative à sa politique.

Il a exposé ses objectifs dans une longue interview au quotidien *Haaretz* [6] : contribuer à forger une coalition de gouvernement de 61 des 120 sièges de la *Knesset* – sans *Israel Beteinou*. « *Nous avons besoin de deux députés supplémentaires de la Knesset et de deux venus des rangs de Bleu Blanc. (...) Mon boulot est de hisser la participation de la communauté arabe de 60 à 65%.* »

Ayman Odeh ne regrette pas ses négociations avec le parti *Blanc Bleu* : « *Depuis 1948, il n'y avait jamais eu de photo d'un député arabe assis à la table des négociations en vue de la formation d'une coalition gouvernementale en Israël. Il n'y a même pas eu de photo de députés arabes avec Rabin en 1992. C'est*

important pour la légitimité des Arabes. Depuis les événements d'octobre 2000, nous sommes devenus infréquentables, aussi bien à droite qu'à gauche. Un de mes objectifs principaux est de faire des Arabes – qui représentent 20 % de la population – des membres légitimes à part entière de la société israélienne. »

Pas question, cependant, d'accepter que les *Blancs Bleus* continuent à « nous traiter comme un homme traite sa maîtresse. Ils voulaient nous utiliser pendant deux ou trois mois, le temps de jeter Bibi dehors et de former un gouvernement d'union ».

Autrement dit, la *Liste* entend être un partenaire à part entière et faire valoir ses conditions : • l'annulation de la loi sur l'État-nation, • l'abrogation de la loi qui durcit les sanctions à l'encontre des violations de construction, • la lutte contre la criminalisation de la communauté arabe et • la sécurité des municipalités arabes. Odeh dit regretter aujourd'hui de ne pas y avoir ajouté la revendication d'une retraite minimale et d'autres exigences sociales concernant toute la société.

La Liste serait-elle prête à participer à la coalition ? « *Si je siégeais dans un gouvernement qui gère l'occupation, pendant que les enfants de Gaza continuent d'être blessés, je ne pourrais plus entrer dans le restaurant où nous nous trouvons, répond Odeh. Si un processus de paix sérieux est lancé, si le gouvernement s'engage à régler trois ou quatre dossiers sociaux, il sera possible de penser sérieusement à la constitution d'un bloc.* » Et Liberman ? « *Il n'est pas question de s'asseoir à la même table que lui – ni dans un gouvernement, ni dans une coalition.* » ■ 31/10/2020

* Journaliste et historien, auteur de *Antisionisme = antisémitisme ? Réponse à Emmanuel Macron*, Libertia, Montreuil-sous-Bois, 2018.

[1] *Reuters*, 22/11/2019

[2] La *Knesset* a interdit en 1985 le parti *Kach* du rabbin Meïr Kahane, dont *Otzma Yehudit* se présente comme l'héritier.

[3] **Liberman** défend l'idée d'une modification du tracé des frontières avec un éventuel État palestinien, afin d'y transférer un grand nombre d'Arabes israéliens... sans les déplacer.

[4] Au total 13, puis 16 députés pour le *Judaïsme unifié de la Torah* (ashkénaze) et pour le *Shas* (séfarade).

[5] www.hiddush.org/article-23344-0-2019-Israel-Religion-State-Index-and-poll-selection-survey.aspx

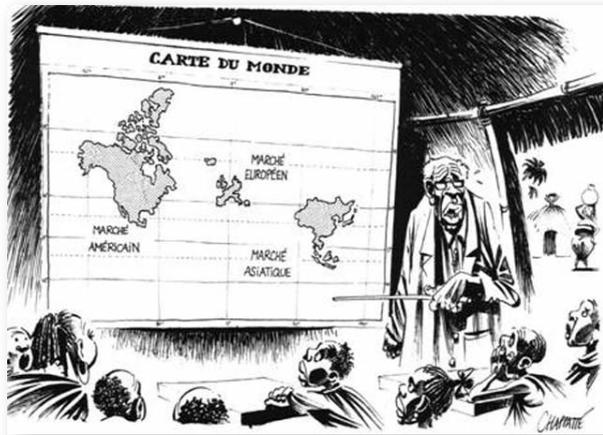
[6] 12 janvier 2020 : <https://www.haaretz.com/israel-news/premium-israel-s-top-arab-politician-we-ll-never-join-a-government-with-liberman-1.8380419>. Traduit le 16 janvier par l'*Association France-Palestine Solidarité* sur son site.

ALLIANCE MONDIALE DU CAPITAL FINANCIER OU DES PEUPLES ?

(Suite de la Une)

Ainsi, sans établir une liste exhaustive, on observe qu'au **Chili**, à la suite de l'étincelle qu'a constitué l'augmentation du prix du ticket de métro, un million de personnes ont manifesté leur colère. Au-delà de cette augmentation, il s'agit de protester contre une politique qui se traduit par des records d'inégalités. En **Irak**, un mouvement populaire exige qu'on en finisse avec la corruption et réclame des créations d'emplois et la mise en place de services publics de base : électricité, eau potable, éducation, etc. En **Algérie**, un vaste mouvement de contestation populaire dénonce depuis des mois la pratique de la politique néolibérale et ce qu'il y est convenu d'appeler le « système ». Au **Liban**, l'annonce d'une taxe sur les communications par Internet a déclenché une vague de protestations contre la dégradation des services publics, le chômage de masse et la manière dont le pays est rançonné par ses possédants.

En **France** même, voilà bientôt trois ans que le pouvoir macronien assène réforme sur réforme, toutes au détriment des catégories populaires, tout en pérennisant les mesures prises lors du quinquennat précédent pour faire baisser le coût du travail, tandis que les plus grandes entreprises distribuent à leurs propriétaires-actionnaires des dividendes en forte hausse. Ces décisions suscitent depuis un an et demi de très fortes protestations dont la dernière en date, toujours d'actualité au moment de rédiger le présent article, vise à exiger le retrait du projet de réforme des retraites, alors que le gouvernement refuse toute discussion sérieuse avec les organisations syndicales.



Carte du monde ? © Patrick Chapatte

Comment comprendre un tel entêtement à maintenir des politiques autant contestées ?

Il faut pour cela revenir, même brièvement, sur la politique économique suivie après la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui avait considérablement affaibli les forces réactionnaires, politiquement parlant. Elles ont donc dû accepter un compromis qui a permis de mettre en place, dans notre pays, l'ensemble des institutions sociales dont ont bénéficié, des décennies durant, ceux qui vivent de leur travail : Sécurité sociale, retraites, allocations familiales, indemnités de chômage. En même temps, des nationalisations permettaient de limiter les pouvoirs du capital financier. Cependant, dès l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle en 1958, des tentatives ont eu lieu pour remettre en cause ces avancées sociales pourtant inscrites dans le programme du *Conseil national de la Résistance* dont les gaullistes étaient partie prenante.

Mais, c'est essentiellement à partir des années 70, si on omet la courte période 1981-83 du premier septennat de Mitterrand, que s'est déployée l'offensive de la politique néolibérale qui culmine avec l'actuelle politique macronienne, laquelle est strictement conforme aux directives de l'Union européenne.



Manifestation à Santiago au Chili

Deux principes caractérisent toute politique libérale :

- amaigrissement de l'État tant du côté des recettes fiscales que des dépenses ;
- marchandisation concurrentielle systématique de toutes les activités humaines.

Mais ce qui distingue le néolibéralisme, c'est la volonté d'utiliser l'État et sa violence, qu'elle soit symbolique ou concrète, pour imposer des règles pourtant massivement rejetées par les mouvements populaires.

Alors, dira-t-on, pourquoi accepter, consciemment, le risque d'une telle impopularité ?

La réponse se situe dans le jeu même de l'évolution du capitalisme. Celui-ci recherche l'accumulation sans bornes de richesses dans des mains privées. Mais cette accumulation doit, elle-même, être réinvestie afin d'être rentabilisée, cette rentabilité ne pouvant

être obtenue que par le sacrifice des capacités humaines, une reproduction détériorée de la force de travail. Ce sacrifice, à partir des années 1970, a eu pour conséquence d'introduire une grave contradiction qui s'est traduite par une perte d'efficacité. À partir de ce moment, la forte croissance que la productivité par heure de travail avait atteinte dans l'après-guerre s'est trouvée sérieusement ralentie, rendant d'autant plus difficile la réalisation du profit. La survie de ce mode de production exige le rétablissement, par tous les moyens, des conditions de la rentabilité, d'où les fameuses politiques d'abaissement du coût du travail dont la réforme des retraites n'est qu'une pièce.

Pour que le mouvement populaire réussisse à contrer les politiques néolibérales, il doit impérativement proposer une politique différente qui amènerait par exemple les entreprises à se détourner des placements spéculatifs pour sécuriser l'emploi et la formation par une modulation incitative des cotisations sociales. Mais de même qu'à Davos le capital financier fait le décompte de ses alliés, les forces populaires doivent rechercher l'alliance avec tous ceux qui, au niveau mondial, combattent la logique capitaliste avec la volonté d'avancer vers un monde de coopérations, de partage, de développement des biens communs et de l'emploi pour toute l'humanité. ■ 23/01/2020

Pour aller plus loin : **Romarc Godin**, *La guerre sociale en France. Aux sources économiques de la démocratie autoritaire*, Éd. La Découverte, 2019, 250 p., 18 €.



QUAND CASTANER TRIPATOUILLE (D'AVANCE) LES RÉSULTATS DES MUNICIPALES

Le ministre de l'Intérieur, chargé d'organiser les élections municipales, c'est monsieur Castaner. Après avoir tripatouillé les statistiques des manifestations et des grèves, le voilà qui s'approprie à tripatouiller celle de la représentation politique. Au soir des résultats : 96% des communes n'auraient pas été prises en compte dans les résultats nationaux.

C'est la grande « invention » qu'on trouve dans une circulaire du ministère adressée aux préfets, qui indique que les étiquettes politiques ne seront retenues que « dans les communes de 9 000 habitants et plus ». Ces communes représentent 96% des communes françaises et 54% des électeurs ! Selon le politologue Pascal Perrineau, « cette France de plus de 9 000 habitants, oui, c'est une France plus macroniste, c'est une France moins lepéniste. Donc là il y a peut-être la tentation de cacher la faiblesse inévitable de La République en marche aux élections municipales ».



Le site Médiapart a fait ses calculs : « Pour comprendre, nous avons repris les résultats des dernières élections, les européennes. En France, sur les 34 listes candidates, le Rassemblement National est arrivé premier (23,3%), devant La République en Marche (22,4%). Mais si l'on ne regardait que les communes de plus de 9 000 habitants (avec les sous-préfectures), le parti présidentiel arriverait en tête (24,2%)... presque 5 points devant le RN (19,4%) ! ». Les élections de mars s'annoncent mal pour Macron, alors Castaner voulait les arranger. Mais comme le dit un proverbe yiddish « un rêve de beignets, c'est un rêve, et non pas des beignets ». Le Conseil d'État a cassé la circulaire ! ■ **BF**

PESTE NOIRE ET PÉRIL JAUNE

Il semble que le coronavirus chinois réveille les stéréotypes racistes envers les asiatiques. Cela nous rappelle qu'en 1349, à Strasbourg, tous les juifs de la ville furent enfermés dans une rue qui fut délibérément incendiée, ce qui fit de nombreuses victimes. Cette rue s'appelle encore aujourd'hui « rue Brûlée ». Le motif en fut la **Peste noire** qui a déferlé sur l'Europe à partir de 1347. Elle épargnait les juifs, en raison sans doute de leur hygiène et de leurs pratiques alimentaires. Ils furent du coup accusés d'avoir empoisonné les puits.

Or on apprend avec effarement que, du fait de l'épidémie du **coronavirus**, plusieurs personnes asiatiques ont récemment fait l'objet en France d'insultes et d'agressions.

L'**UJRE** leur affirme sa solidarité. Elle veut croire que les auteurs d'agression, coupables d'infraction à la loi, seront arrêtés et punis.

Elle demande aux pouvoirs publics de diffuser l'information indispensable à éclairer la population et d'effectuer les mises au point suffisantes pour prévenir la propagation d'un racisme anti Asiatiques, qui va croissant depuis le début de l'épidémie. ■ **UJRE**

LES IMMIGRÉS ALLEMANDS QUI ONT FUI HITLER

par FRANÇOIS MATHIEU

A l'accession d'Hitler au pouvoir le 30 janvier 1933, nombre d'Allemands qui sentent le danger quittent l'Allemagne. Certes, la désignation d'Hitler comme chancelier avait eu lieu dans les formes légales voulues par la Constitution, mais, dans le cadre du « redressement national », la dictature est promptement installée. Le Reichstag est dissout. La campagne électorale qui suit se déroule dans une atmosphère de terreur. L'incendie du Reichstag, le 27 février, permet de publier le lendemain « pour la protection du peuple et de l'État » un décret qui suspend la liberté de presse, de réunion et d'association, ainsi que les droits fondamentaux du citoyen inscrits dans la Constitution. Ce décret du 28 février 1933 instaure la « détention de sécurité » [Schutzhaft] appliquée d'abord aux communistes puis aux membres des autres partis, dont les sociaux-démocrates. Dans la nuit du 27 au 28, les nazis procèdent à 4 000 arrestations d'opposants ou de suspects ; en avril 1933, on compte plus de 30 000 personnes arrêtées. Le 14 octobre, une circulaire du ministère de l'Intérieur autorise la détention provisoire illimitée. En raison de cet afflux, les nazis improvisent une quarantaine de camps de concentration. À la suite du coup d'État du 30 juin (la « Nuit des longs couteaux »), l'administration de ces camps passe sous la direction de la SS. Le règlement du camp de Dachau qui prévoit des châtiments corporels et des exécutions sans procès est étendu aux autres camps.

Erich Mühsam, l'écrivain anarchiste allemand d'origine juive qui avait participé à la République des conseils de Munich en 1919, est pour nous le symbole du martyr des premiers internés. Joseph Goebbels, qui voyait dans ce poète un ennemi personnel, allait prononcer en 1934 son arrêt de mort : « Il faut que cette charogne de juif rouge crève. » Arrêté le 28 février, alors qu'il avait passé des semaines à réunir l'argent qui lui aurait permis d'acheter un billet de train Berlin-Prague, il est incarcéré successivement dans la prison de la *Lehrter Strasse*, le camp de concentration de Sonnenburg, l'établissement pénitentiaire de Plötzensee, le camp de concentration de Brandenburg et (enfin) le premier camp de concentration de Sachsenhausen. En dernier lieu, les SS le tabassent, le torturent, brisent ses lunettes, lui brisent les dents, lui font creuser sa tombe dans la cour de la prison, miment son exécution. Comme ils lui commandent de chanter l'hymne officiel du NSDAP, le *Horst-Wessel-Lied*, il entonne l'*Internationale*. Un jour qu'il veut écrire à son épouse, le surveillant lui déboîte les pouces en lui disant : « Voici comment maintenant vous allez écrire à votre femme. » Pour finir, le SS-Sturmführer [sous-lieutenant) Ehrat lui dit : « Il faut que d'ici demain matin vous vous pendiez. [...] Si vous n'exécutez pas cet ordre, nous le ferons nous-mêmes ! » Le soir, on le vit poussé dans la cour par un autre sous-



Félix Nussbaum, Autoportrait au passeport juif, huile sur toile, vers 1943,

lieutenant SS. « Le lendemain matin, racontera un autre détenu, on le trouva pendu au bout d'une corde dans le cabinet numéro quatre ; ses pieds pendaient dans le trou. Le nœud était fait si consciencieusement que jamais Mühsam, à moitié aveugle, n'aurait pu en faire autant. »

Ce climat de terreur entraîne une première vague d'émigration de militants d'organisations de gauche, et surtout d'intellectuels, écrivains, artistes, journalistes, professeurs d'université. Vers quel pays vont-ils d'abord se tourner ? Naturellement vers un pays proche : la France. En fait Paris où déjà, au milieu du XIX^e siècle, vivaient entre 50 et 60 000 Allemands. Paris aussi, dont l'effervescence culturelle avait déjà attiré nombre d'artistes.

Dans l'ouvrage collectif consacré à l'exil allemand en France, *Les Barbelés de l'exil*, Gilbert Badia notait : « Une statistique fait état de 6 320 réfugiés d'Allemagne arrivés dans la région parisienne et qui se sont présentés à la préfecture de police avant le 31 août. Ce chiffre est de 7 304 le 28 novembre. Le rythme des arrivées semble, dans la région parisienne, de l'ordre de 1 500 par mois, d'avril à août 1933, et serait tombé à moins de 500 en septembre et à 300-400 en octobre-novembre. [...] Il faut y ajouter les clandestins et les réfugiés qui sont venus en France avec un visa régulier. On estime leur nombre à 2 600 au 28 novembre 1933. » [1] En 1936, on compte 22 000 immigrants allemands recensés.

Le départ des Juifs d'Allemagne s'étale d'abord sur plusieurs années. Dès l'avènement du nazisme, les actes et mesures antisémites se multiplient. Très rapidement les Juifs sont exclus de la vie intellectuelle du pays. En septembre 1935, les lois de Nuremberg « sur la citoyenneté du Reich » et « sur la protection du sang et de l'honneur allemand » instaurent la « mort civile » des Juifs allemands. Le 7 novembre 1938, l'attentat perpétré par un jeune Juif polonais contre un diplomate de l'ambassade d'Allemagne à Paris [2], jugé comme « un acte de provocation du judaïsme international » par Goebbels, sert de prétexte aux pogroms de la nuit du 10 au 11 novembre. Bilan : 280 synagogues sont incendiées, 7 500 entreprises détruites, 30 000 arrestations opérées. Les entreprises appartenant à des Juifs sont « aryanisées ». Il ne reste plus aux Juifs que de tenter de quitter le pays. Le « Bureau central du Reich pour l'émigration juive »

est organisé, dirigé par Adolf Eichmann, dont l'objectif premier est d'empêcher les Juifs de partir avec leurs capitaux et leurs biens. En huit mois, 45 000 personnes sont expulsées, en dix-huit mois 150 000.

En 1933, l'opinion française est majoritairement hostile à Hitler et aux nationaux-socialistes. Quant aux partis politiques, communistes et socialistes affichent leur sympathie pour les victimes d'Hitler ; la droite erre entre sa sympathie pour l'homme fort et sa peur de « l'ennemi héréditaire ». Les journaux de droite n'hésitent pas à traiter les réfugiés de « métèques » (*L'Action française*) ou à évoquer un « flot pressé de judéo-socialo-germans » (*L'Ami du peuple*). Dans les conditions de l'exil, les réfugiés doivent affronter deux obstacles : l'obtention d'un visa et l'obtention d'un permis de travail. D'un côté l'administration refoule, de l'autre on ne recrute que dans les secteurs économiques déficitaires. L'agriculture manque de bras. D'avril à novembre 1933, 450 réfugiés travailleront dans le Sud-Ouest, tandis qu'en région parisienne les embauches sont drastiquement limitées.

À la déclaration de la guerre, le 3 septembre 1939, les ressortissants allemands et autrichiens sont placés dans des camps de rassemblement, tel le stade de Colombes. Fin novembre, ils sont transférés dans des camps d'internement, de concentration, dans les conditions d'une immense improvisation. Les chercheurs des *Barbelés de l'exil* [3] en ont recensé 104, sans pouvoir prétendre à l'exhaustivité. Ce sont la plupart du temps des lieux détournés de leur affectation première sans aménagements suffisants. Que devinrent les dizaines de milliers d'émigrés allemands et autrichiens ? Un grand nombre, des Juifs notamment, furent déportés et exterminés dans les camps d'extermination nazis.



Carte de la Bibliothèque nationale de Walter Benjamin

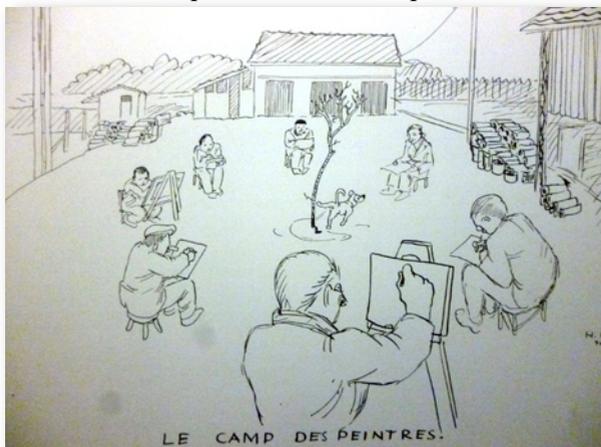
Pensons au peintre **Felix Nussbaum**, arrêté puis interné au camp de Saint-Cyprien (Pyrénées-Orientales), évadé, caché pendant quatre années, puis dénoncé et déporté dans le dernier convoi à destination d'Auschwitz. Pensons à **Walter Benjamin** qui, en septembre 1940, s'imaginant être « dans une situation sans issue », franchit la frontière franco-espagnole et se suicida. Pensons aussi à ceux qui réussirent à quitter la France, comme **Lion Feuchtwanger** qui aurait pu fuir avant septembre 1939, était resté car croyant être utile aux « ennemis d'Hitler », avait été incarcéré deux fois au camp des Milles (Bouches-du-Rhône), s'en était évadé avant de réussir à gagner les États-Unis.

Et pensons à ceux qui entrèrent dans la Résistance où ils furent souvent affectés au fameux TA, le travail allemand, qui consistait à contacter les soldats allemands pour les décourager. ■

[1] Gilbert Badia (dir.), *Les Barbelés de l'exil*, Presses université de Grenoble, 1979, p. 18.

[2] L'assassinat d'Ernst vom Rath par Herschel Grynszpan.

[3] Op. cit., p. 180, 181.



Max Ernst - Le camp des peintres aux Milles

IL Y A USURE ET USURE. LA NAISSANCE DE LA BANQUE EN ITALIE.

On le sait bien : l'Église catholique, apostolique et romaine a condamné l'argent et, plus encore, son commerce avec intérêt. Cela n'a pas empêché de voir apparaître au Moyen-Âge les prémices d'un nouveau mode d'échange basé sur la monnaie – chaque seigneur battait sa propre monnaie et des changeurs permettaient à tout un chacun de changer celle-ci contre celle du lieu. Les **Lombards** ont dès le XIe siècle introduit un système de prêt en Italie, mais aussi dans d'autres pays d'Europe, dont la France.

Créé lors du concile de Troyes (1129), l'**ordre du Temple** est un ordre religieux et militaire, engagé dans la reconquête de l'Espagne et dans les croisades. Pour aider les pèlerins à accomplir leur long et périlleux voyage, ils avaient inventé un système fort commode : les pèlerins remettaient en dépôt avant leur départ une somme qu'ils pouvaient récupérer à leur arrivée à Jérusalem. Les moines chevaliers ne demandaient aucune rétribution. Mais les dépositaires pouvaient mourir en route et, s'ils rentraient, les plus riches d'entre eux remerciaient l'ordre en le gratifiant de donations conséquentes. Ainsi s'est constitué le trésor des Templiers ! Leur fortune colossale et leur puissance faisaient de l'ombre : le pape Clément V dissout l'ordre en 1312 et Philippe le Bel en profite pour s'emparer des biens des Templiers.

L'Église avait condamné les Juifs, jugeant qu'ils étaient coupables de la mort du Christ. Bien des choses leur ont été interdites, comme la possession de terres ou de propriétés immobilières. Le commerce de l'argent leur a été autorisé, les chrétiens ne pouvant s'y livrer. C'est à partir de là qu'est né le mythe du juif usurier : les intérêts des prêts étaient alors très soigneusement contrôlés et l'usure [1], interdite, l'infraction s'accompagnant virtuellement d'une condamnation.

L'**ordre des Franciscains** est fondé en 1210 sous l'impulsion de François d'Assise. Cet ordre des

Frères mineurs a fondé sa cause sur la pauvreté. Mais il a eu une idée spectaculaire pour prêter assistance aux plus démunis : créer des *Monti dei pegni* (Monts de piété) où ces derniers pouvaient déposer un objet et recevoir en échange de l'argent, pour une période déterminée sans payer d'intérêts. C'était sans doute un moyen de concurrencer les Juifs qui prêtaient de l'argent contre le dépôt d'objets de valeur (mais jamais d'un objet religieux) qu'ils conservaient en cas de non remboursement. Cela se rapproche de nos monts de piété où le crédit est porteur d'intérêts.

La montée en puissance des usages bancaires se déroule en parallèle du côté chrétien comme du côté juif. Mais ce sont les premiers qui font faire à cette activité un bond spectaculaire : des familles développent cette activité avec un remarquable talent. **Giovanni di Bicci** crée en 1397 le *Banco dei Medici* qui est vite devenu, avec ses nombreuses filiales, la banque la plus importante d'Europe. Leur pratique leur permettait de s'emparer des biens de leurs débiteurs et, bientôt, non seulement d'amasser une fortune considérable, mais aussi d'exercer un pouvoir énorme, absolu, dans une Cité-État comme Florence. À partir de Cosimo, les **Médicis** s'emparent de la ville et vont y régner malgré la conjuration des Pazzi



Un prêteur sur gages juif – XVIe siècle

et le bref règne du moine iconoclaste Savonarole. En 1494, la banque fait faillite et Pietro II de Medici doit s'exiler. Peu de temps avant, en 1472, le *Monte di pietà de Siena* était devenu une banque : le *Banco Monte dei Paschi*. Ce statut en a favorisé la naissance (mais le nom ne sera changé qu'en 1629). Cette banque existe encore de nos jours. Elle tire son nom d'une charte édictée vers 1419 qui, régissant les tractations commerciales, était en fait le statut de la cité. En somme, aussi curieux que cela puisse paraître, l'incroyable essor des banques des grands négociants n'a pas nui aux Juifs qui faisaient crédit. Au contraire même. La Renaissance, avec son développement culturel et scientifique, ses affaires florissantes, a suscité de nouvelles manières de penser l'économie. On avait fini par reconnaître implicitement la nécessité des banques. Les banquiers juifs se révélaient très utiles à leurs villes. C'est dans le nord de l'Italie que cette connivence est la plus marquée. Les Juifs jouent un rôle fondamental dans l'économie de tous ces États. Les grandes familles « noires » [2] à Rome (celles qui ont du poids au Saint-Siège) nouent des alliances avec des familles juives – non en leur centre, mais en leur périphérie – souvent des cousins éloignés, ce qui permettait d'avoir des relations privilégiées pour les affaires avec ces parents cachés qui ne font plus partie du ghetto.

L'absence de réglementation précise sur le métier de la banque a permis une confusion entre l'usure et le crédit – seule l'usure, hors des conditions généralement admises du crédit, restait sévèrement condamnée. Prenons l'exemple de Venise. Les rigueurs du ghetto n'empêchent pas les Juifs de faire des affaires très fructueuses avec la Sérénissime. Inversement, ils se sont souvent portés à son secours lors de crises graves, en dépit des mauvais traitements et du mépris dont ils étaient l'objet.

Pour conclure, la pratique bancaire n'est pas propre aux Juifs de la diaspora. Elle s'est renouvelée et a prospéré à la fin du Moyen-Âge avec deux formes de commerce de l'argent, parallèles, mais non antagonistes. La croissance considérable de l'économie et des investissements qu'elle impose ont fait que les Juifs ont pu servir les États (et surtout les États pontificaux !) autant que les gouvernants et les riches négociants à se développer ou à faire face à l'adversité. L'Europe, dès avant les Médicis, doit aux banquiers juifs le financement de ses guerres, de ses palais, de ses extravagances, de ses entreprises coloniales, de son commerce avec des pays lointains ou la création de grands comptoirs.

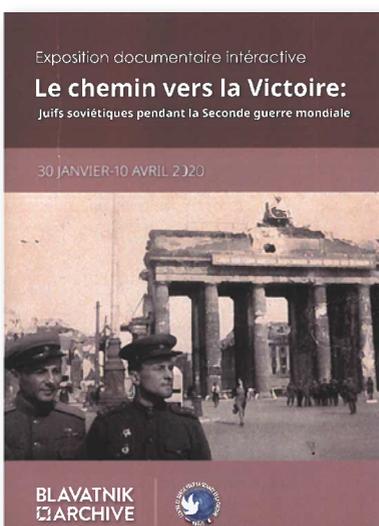
Mis la plupart du temps à l'écart de la société et des grands courants de pensée, toujours fustigés par l'Église, les banquiers juifs ont apporté une contribution essentielle à ce que nous sommes devenus au fil des siècles. ■

[1] **Usure** : 1. Proprement toute espèce d'intérêt que produit l'argent. 2. Par extension, profit que l'on retire d'un prêt au-dessus du taux légal ou habituel. (Le Littré).

[2] L'expression **noblesse noire**, en italien *Aristocrazia nera*, désigne une fraction de la noblesse italienne qui se rangea du côté du pape Pie IX, en 1870, lorsque les troupes du roi Victor-Emmanuel s'emparèrent de Rome et mirent un terme à l'indépendance des États pontificaux. (Wikipedia)

HISTOIRE

“LE CHEMIN VERS LA VICTOIRE - Juifs soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale”



Remarquable et unique exposition que celle qui vient d'ouvrir au *Centre de Russie pour la science et la culture à Paris* [1] ! Fruit de 15 années d'un considérable travail de collecte de témoignages, recueillis dans plus de onze pays auprès de 1 200 participants à la “Grande Guerre patriotique” [2], elle offre un regard novateur qui unit dans l'histoire les six millions de morts dans la *Shoah* aux 25 millions de morts de l'Union soviétique (dont 2,5 millions de juifs).

Exceptionnelle initiative, qui souligne la diversité des combattants, de tous les peuples de l'URSS, juifs ou non-juifs, soldats de l'Armée rouge ou partisans... Cette exposition interactive est particulièrement utile dans le contexte international actuel de falsification de l'histoire, à l'heure où l'on cherche à nier le rôle de l'URSS durant la Seconde Guerre mondiale. Ses documents (textes, entretiens filmés) sont accessibles via les archives collectées par la fondation *Blavatnik*. De quoi inaugurer magnifiquement “l'année de la mémoire et de la gloire” proclamée par le Président russe à l'occasion du 75e anniversaire de la Victoire sur l'Allemagne nazie. Exposition à voir absolument !!! ■ **PNM**

[1] **CRSC** 61 rue Boissière Paris 16°. **Jusqu'au 10 avril**. Exposition soutenue par *Blavatnik Archive Foundation*, *Rossotrudnichestvo*, *Genesis philanthropy group*, *David Berg foundation*. Cf. <https://cutt.ly/8rYeU4n>

[2] La “**Grande Guerre patriotique**” (en russe : Великая Отечественная война) est le terme par lequel l'Union soviétique a désigné le conflit qui l'a opposée à l'Allemagne nazie, de juin 1941 à mai 1945. Lors de la Seconde Guerre mondiale, ce terme recouvre donc le théâtre d'opérations du front de l'Est à partir de l'attaque allemande contre l'URSS.

JEAN-LUC GODARD : SHOAH-NAKBA, CHAMP-CONTRECHAMP

Une image hante le cinéma de Godard : la « Solution finale », forme suprême de l'industrie et de la barbarie. En 1964, dès *Une Femme mariée*, le Second procès d'Auschwitz apparaît en arrière-plan. Charlotte confond Auschwitz avec la thalidomide, médicament responsable de malformations fœtales. Pis : entendant la fameuse blague « *il faut tuer les coiffeurs et les juifs* », elle demande « *Pourquoi les coiffeurs ?* ». Godard montre que déjà, banalisation du génocide des Juifs et amnésie commencent.

En mai 1968 Godard, devenu maoïste, crée avec Jean-Pierre Gorin le groupe de cinéma militant *Dziga Vertov* [1]. En 1969, le groupe filme à Amman, en Jordanie, les combattants d'un camp du *Fatah*. *Jusqu'à la victoire* devait être monté avec les fédâyins. Le massacre de *Septembre noir* met tragiquement fin au projet. « *J'ai filmé la mort au travail* » dit Godard.

Six ans plus tard, avec Anne-Marie Miéville, il reprend des rushes de *Jusqu'à la victoire* et réalise *Ici et ailleurs*, film essai, porteur d'une réflexion critique sur la manière de lire et de faire des images et des sons. Que nous disent-ils *Ici* de la lutte *Ailleurs* des Palestiniens, quand notre regard, notre écoute sont dominés ? Ainsi se crée une chaîne impérialiste des images que dénonce le montage godardien : Golda Meir et Moshe Dayan serviteurs de Kissinger, le double S de Kissinger évoquant le SS, et de là le pas que franchit Godard inscrivant l'image de Golda Meir en regard de Hitler.

Autre chaîne : les victimes en champ contre champ. Le déporté juif à bout de force qui renonce à lutter, un « *musulman* » dans la terminologie des camps, et cet autre « *musulman* », le Palestinien qu'Israël assassine.

On accuse le cinéaste de poser l'équation nazisme = Israël. « *C'est idiot !* » rétorque-t-il. *Shoah* et *Nakba* sont champ et contrechamp : deux images distinctes qui, sous un autre angle, se répondent, le montage assurant la continuité. Godard récuse pour cause d'obscénité toute image de reconstitution des camps et invente un autre cinéma pour donner à penser l'horreur de la barbarie. Il rejoint, à sa manière, le débat ouvert par Adorno sur l'impossibilité d'écrire après Auschwitz.

Pour Godard, « *La croix des Juifs fut Hitler et les camps, la croix des Palestiniens fut la création de l'État d'Israël.* »

Notre musique (2004) confronte, dans un dialogue impossible où chacun parle sa langue, Mahmoud Darwich au personnage d'une journaliste de

Haaretz joué par Sarah Adler. Olga Brodsky, une jeune israélienne réclamant la paix entre Israël et la Palestine, se fait sauter à la fin du film dans un attentat-suicide. Parvenue sur la terre promise dans l'au-delà, elle découvre que « *les rues du Paradis sont gardées par les Marines des États-Unis d'Amérique* ». Et Godard constate « *le peuple palestinien rejoint le documentaire ; le peuple juif la fiction* ».

Le pessimisme de Godard s'inscrit dans sa vision générale de l'histoire du monde et du cinéma menée par la dictature du capital et celle d'Hollywood. Une histoire entraînée dans une ronde infernale ; de film en film, il saisit dans un fracas lyrique l'horreur comme la beauté de notre temps par l'Art et le Réel : échecs et trahisons des révolutions, crises économiques, guerres...

La barbarie de la *Solution finale* ouvre ses *Histoire-s du cinéma*. Eddie Constantine revient, lors de la chute du Mur de Berlin, pour une nouvelle aventure de Lemmy Caution dans *Allemagne Année 90 neuf zéro* dont voici les mots de la fin : « *Non moins titanique est l'assaut de l'argent contre la puissance spirituelle. Une lutte désespérée s'engage sur le sol des villes mondiales où l'argent pénètre en vainqueur. Mais, comme il est une forme de la pensée, il s'éteint dès qu'il a pensé jusqu'au bout le monde économique. Et il invente Auschwitz et Hiroshima. Alors le dernier combat commence : le combat de l'argent et du sang ! Welcome in the West mister Caution ! Arbeit macht frei... Ah les salauds !* » [2]

Godard nous dit un monde hanté par la fatalité et la tragédie où le « *Plus jamais ça* » est devenu « *Toujours ça* ». Poète et documentariste de notre temps, il rassemble l'héritage des arts plastiques et sonores et invente un nouvel art cinématographique par fragmentation, association, collage, fondu, retour, répétition, rupture, continuité...

Godard parvient peu à peu à l'image noire qui se fait intervalle entre toutes et maîtresse d'œuvre pour dire la barbarie des XXe et XXIe siècles. ■

Nda : plus de 200 films sont présentés jusqu'au 1er mars à la **Cinémathèque française** dans le cadre de la **Rétrospective Jean-Luc Godard** (<https://www.cine-mattheque.fr/cycle/jean-luc-godard-554.htm>). À noter la présentation le 27 janvier d'*Ici et ailleurs* par Elias Sanbar, délégué permanent de la Palestine auprès de l'Unesco.

[1] **Dziga Vertov**, cinéaste soviétique, fonde dans les années 1920 le « ciné-oeil » ou cinéma vérité (cf. *La rétrospective du cinéma soviétique* in *PNM* n° 350, nov. 2017).

[2] **Jean-Luc Godard**, *Allemagne neuf zéro. Phrases*, Ed. P.O.L., 1998, 64 p., 10,05 €



Jean-Luc Godard, 1960
© Philippe R. Doumic

די ווינקל פון יידיש - Di vinkl fun yiddish

ÉCRIRE LE YIDDISH



On le sait, le yiddish est né il y a environ mille ans, près du Rhin, entre Mayence, Worms et Spire. Les populations juives ont progressivement adopté les parlers des voisins, des dialectes germaniques. Nos ancêtres ont parlé un allemand médiéval qui s'est petit à petit constitué en langue propre.

La première attestation écrite en yiddish se trouve sur la page de garde d'un vieux livre de prière, le *Mahzor* de Worms. La voici : גוט טק אים בטגאָ ש'יר דיש מַחזור אין בית הכְּסֵת טְרַגָּאָ. Transcrite en lettres latines : *gut tak im betage se vèr dis makhazor in beis haknesses terage*. Phrase écrite le 28 Tevet 5032, soit le **2 janvier 1272** ! En cas de perte, le propriétaire appelle la bénédiction sur celui qui ramènerait le livre à la synagogue. « *Qu'un bon jour vienne pour celui qui portera le mahzor à la synagogue* », écrit-il alors. Ainsi, dès cette époque, nos anciens ont écrit en utilisant des lettres hébraïques. Et c'est encore le cas de nos jours. Mais alors, pourquoi écrire une langue essentiellement germanique avec l'alphabet hébreu ? La réponse dans notre Histoire : le bilinguisme, trait marquant du peuple juif. Dès l'âge de quatre ans, on apprenait au *kheyder* à lire, écrire les lettres de l'hébreu pour des raisons religieuses (lire et étudier la *Torah*, déchiffrer les prières). Les bambins parlaient yiddish, se familiarisaient des années durant avec l'hébreu biblique et s'en approprièrent peu à peu des éléments langagiers.

Au Moyen-Âge, peu de gens savaient lire... Lorsqu'ils eurent besoin d'écrire, contrats de mariage, actes notariés, ou messages de la vie, nos anciens utilisèrent naturellement les lettres qu'ils connaissaient. L'alphabet hébreu qui ne contient que des consonnes fut adapté au yiddish, certaines lettres (le *ayin*, le *alef*) devinrent les voyelles E ou A et O. L'orthographe s'est modernisée mais il y a des constantes : les mots d'origine hébraïque s'écrivent comme en hébreu et se prononcent en yiddish. Pour les autres, c'est une écriture phonétique... et ça fonctionne très bien ! Une particularité de l'écriture valable aussi pour les autres langues juives : le judéo-provençal, le judéo-espagnol, le judéo-arabe...

Lettres chères au cœur de notre yiddish. Souvenez-vous de ce beau chant : « *Oyfn pripetshik brent a fayerl un in shtub iz heys / un der rebe lernt kleyne kinderlekh dem alef-beys...* [1] ».

Lomir zikh trefn in a khoydesh arum oyf undzer vinkl fun yiddish.
Retrouvons-nous dans un mois dans notre « coin du yiddish ». ■ **Régine Fiderer**

[1] **NDLR** L'**alef-beys** (littéralement a-b, comme nous dirions l'a-b-c), est le mot qui en yiddish désigne l'alphabet : « *Dans le fourneau brûle un petit feu et il fait bon dans la maison. / Et le maître enseigne l'alphabet aux petits enfants* ». Ce chant est de **Mark Warshawsky** (1848-1907) et l'on trouve ses paroles et leur traduction sur Internet : fr.wikipedia.org/wiki/Oyfn_Pripetshik.



THÉÂTRE

IL Y A CENT CHAGALL DÉCORAIT LE THÉÂTRE JUIF D'ÉTAT DE MOSCOU

par BERNARD FREDERICK

(Suite de la Une)

En 1919, Alexander Granovski de son nom de naissance Avran Azakh (1890-1937) avait créé à Petrograd un atelier de théâtre. Lorsque Moscou fut choisi comme capitale par la jeune République soviétique, le 1er avril 1920, Anatoli Lounatcharski, commissaire du peuple à l'Éducation, demanda à Granovski de déménager dans la nouvelle capitale et éleva la petite troupe de Petrograd au rang de *Théâtre juif d'État*. Celui-ci fonctionna jusqu'à sa disparition tragique en 1949, après l'assassinat, sur ordre de Staline, de son directeur et principal acteur, Salomon Mikhoels, à Minsk, en 1948.

La première représentation du *Goset* eut lieu à Moscou le 1er janvier 1921. On y présenta une production intitulée « *Une soirée de Cholem Aleikhem* » ; les costumes et les décors étaient signés Chagall, Mikhoels tenait le premier rôle, la mise en scène était d'Alexander Granovski. Né dans une riche famille de marchands à Moscou, celui-ci avait fait des études de théâtre à Saint-Petersbourg, puis en Allemagne, sous la tutelle de Max Reinhardt, metteur en scène d'avant-garde renommé.

Alors qu'il ne parlait pas le yiddish, Granovski avait fondé le *Théâtre de chambre yiddish* de Pétrograd pour lequel il avait recruté des jeunes Juifs qu'il avait formés, parmi lesquels Mikhoels. C'est avec le GOSET, qu'il remporta ses plus grands succès à Moscou et à l'étranger pendant les tournées. Le critique du *New York Times*, C. Hooper Trask, écrivit à propos de son Benjamin III : « *ce fut l'une des soirées les plus conçues et les mieux exécutées du théâtre moderne* » ; le dramaturge allemand Ernst Toller le baptisa



1922. Chagall et les artistes du Goset dans la scène du tsadik du Dibouk



Mikhoels et Zuskin - *La nuit sur le vieux marché* Goset 1925, Moscou. Décors de Robert Falk ; mise en scène d'Alexander Granovski



Billet d'abonnement au GOSET pour 20 spectacles

« *l'un des metteurs en scène les plus talentueux que j'aie rencontrés* ». Au cours d'une tournée en Allemagne, en 1928, Granovski choisit de ne pas rentrer en URSS. Mikhoels le remplaça à la direction de la troupe.

Mikhoels, qui révèle un talent remarquable, devient l'acteur principal de la compagnie et à partir de 1928 son directeur. Il joue de nombreux rôles mémorables comme celui de Tévié dans l'adaptation théâtrale du récit de *Tévié le laitier* de Cholem Aleikhem, ou dans des œuvres originales comme *Bar-Kokheba*. Son rôle peut-être le plus fameux, est celui du Roi Lear dans une traduction en yiddish de la pièce de William Shakespeare.

Dans le jeu d'acteur, le complice de Mikhoels fut Veniamin Lvovich Zuskin qui avait rejoint la troupe en 1921. Sa virtuosité, sa maîtrise de l'auto-transformation, sa sensibilité musicale impressionnait.

En 1948, il devient directeur artistique de GOSET en remplacement de son ami assassiné, mais lui-même fut bientôt arrêté et fusillé en 1952 en même temps que tous les intellectuels membres du *Comité antifasciste juif*. Il avait reçu, en 1946, le prix d'État de l'URSS !

Avant cette tragédie, l'Union soviétique présentait un cas unique dans l'histoire du théâtre yiddish : pendant près de vingt ans (de 1919 à 1948), il bénéficia de subventions étatiques, c'est-à-dire d'une stabilité qui favorisa recherche et expérimentation. Grâce à cela, Granovski et Mikhoels purent porter une attention nouvelle et moderne aux techniques corporelles, aux mouvements, à la rigueur quasi mathématique des constructions scénographiques. L'influence des peintres qui conçurent les décors – Chagall, Altman, Rabinovitch, Falk – fut aussi déterminante.

Entre 1920 et 1948, le *Théâtre yiddish de Moscou* montera, entre autres, des adaptations de Cholem Aleikhem (*Les Agents*, *Mazel Tov*, *Le Gros Lot* ou *200 000*, *Menakhem-Mendl*) ; *L'Aube* de Vaïter ; *Le Dieu de vengeance* de Chalom Asch ; *La Sorcière* de Goldfaden ; *La Nuit sur le vieux marché* de I.L.Peretz ; *Pourimchpil* ; *Le Golem* de H.Leivick ; *Le Rêve de Jacob*, *Le Dixième Commandement*, *Les Voyages de Benjamin III* de Mendélé Moykher Sforim ; *Le Sourd* de D.Bergelson.



Chagall à gauche et Mikhoels



Plaque à la mémoire de Mikhoels apposée sur le bâtiment de l'ancien théâtre



Granovski par Chagall

L'œuvre du GOSET influença le théâtre yiddish au-delà des frontières de l'URSS, y compris en France avec la création, dans les années trente, du *Parizer Yidisher Arbeter Teater*, théâtre ouvrier juif de Paris (PYAT). Nous y reviendrons prochainement. ■